

Olivier Dehoorne

## Tourisme et lutte contre la pauvreté : opportunités et défis

---

### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Référence électronique

Olivier Dehoorne, « Tourisme et lutte contre la pauvreté : opportunités et défis », *Études caribéennes* [En ligne], 24-25 | Avril-Août 2013, mis en ligne le 24 février 2014, consulté le 19 septembre 2016. URL : <http://etudescaribeennes.revues.org/6601> ; DOI : 10.4000/etudescaribeennes.6601

Éditeur : Université des Antilles  
<http://etudescaribeennes.revues.org>  
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :  
<http://etudescaribeennes.revues.org/6601>

Document généré automatiquement le 19 septembre 2016. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Les contenus d'Études caribéennes sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Olivier Dehoorne

# Tourisme et lutte contre la pauvreté : opportunités et défis

## Introduction

*“Caminante no hay camino, se hace camino al andar”*

*Antonio Machado*

- 1 Concevoir le tourisme comme un instrument de lutte contre la pauvreté impose en premier lieu de s'accorder sur le sens que l'on donne à la pauvreté qui peut être entendue sous l'angle économique (Magdalou, 2013), juridique (Breton, 2013), sociologique (Girard et al., 2013), philosophique (Rahnema, 2003). La pauvreté doit être perçue dans toute sa complexité et non réduite à une simple faiblesse de revenus, un manque de pouvoir d'achat... L'appréhension de la pauvreté, multidimensionnelle, doit se faire dans le cadre d'une approche systémique (Wagle, 2002 ; Dehoorne et al., 2013b). La pauvreté doit être distinguée de la marginalité qui signifie isolement contraint d'individus de la vie économique, sociale, politique, dans leur propre espace de vie, condamnés au sort de populations invisibles, l'exclusion (Bauman, 2009). Nombre de processus de modernisation non maîtrisée fragilisent des individus et des communautés évoluant jusqu'alors dans une relative pauvreté frugale au risque de les entraîner dans une pauvreté économique qui conduit à la misère (Sachs et al., 1996 ; Castells, 1999 ; Rahnema, 2003). Lutter contre la pauvreté doit donc être entendu comme la volonté de bâtir une « liberté positive », de construire les conditions de pouvoir choisir, d'avoir suffisamment de ressources – au sens large – pour être en capacité de réaliser ses propres choix, non dictés par la nécessité, en toute connaissance (comme l'entend Sen, 1987, 1999, 2000).
- 2 Or, comme l'explique Rahnema, « la lutte contre la pauvreté est utilisée à peu près partout comme un écran de fumée servant à détourner l'intention de ses causes multiples et de son étendue sans précédent » (2008 : 19). D'où l'impératif de « sortir le « problème » dit de la pauvreté du cadre actuel si réduit et technique dans lequel on cherche à le confiner et, par conséquent, de ne plus le traiter comme un effet séparé de ses causes, pour l'étudier dans le cadre des questions multiples, notamment politiques et humaines, qu'il soulève » (Rahnema et al., 2008 : 20).
- 3 Les premières recherches sur l'intérêt du tourisme comme levier du développement économique dans les pays les moins avancés remontent dans les années 1970, notamment avec l'étude coordonnée par De Kadt (1979), puis celles de Lea (1988), Cazes (1983 ; 1984), Smith et Eadington (1992), Wahab et Pigram (1997) et Harrison (2001). Les premières réflexions sur les effets possibles du tourisme dans une perspective de réduction de la pauvreté sont proposées dans les travaux coordonnés par Hall en 2007.
- 4 Allant dans le sens des déclarations de l'Organisation Mondiale du Tourisme sur la réduction de la pauvreté (2004), des études spécifiques réalisées dans le cadre de réseaux de recherches de l'International Centre for Responsible Tourism (ICRT), de l'International Institute for Environment and Development (IIED) et de l'Overseas Development Institute (ODI) mettent l'accent sur les dimensions techniques à travers diverses études de cas, mais sans interpellier les modèles fondamentaux de développement ni leur portée politique (Ashley et al., 2000 ; Ashley et al., 2001). D'autres travaux intègrent le tourisme et ses nouvelles alternatives, comme l'écotourisme, dans le cadre de réflexions sur les conditions d'un développement soutenable (Cater, 1993 ; Hall et al., 1998 ; Murphy, 1994). À partir des années 2000, les chercheurs interrogent le développement soutenable et reconsidèrent le concept même de développement en y intégrant la dimension de l'équité, le sens de l'éthique – au risque de paraître « moralisateur » dans une mondialisation libérale qui veut que toutes les formes de vie, de richesses matérielles et/ou immatérielles soient considérées comme autant de biens marchands potentiels (Scheyvens, 2002, 2007 ; William et al., 2000 ; Reid, 2003 ; Weaver, 2004 ; Delisle, 2007 ; Schilcher, 2007).

- 5 La réflexion sur l'intérêt du tourisme dans une perspective de lutte contre la pauvreté peut être synthétisée en trois temps : tout d'abord, il s'agit d'envisager les apports du tourisme et ses effets d'entraînement sur les économies locales (1) ; ensuite, il convient de mettre en évidence les limites du modèle dominant actuel (2) pour s'interroger sur les modalités d'intégration des pratiques touristiques dans les territoires d'accueil dans la perspective d'un développement soutenable (3).

## 1. Les bienfaits du tourisme dans les pays pauvres

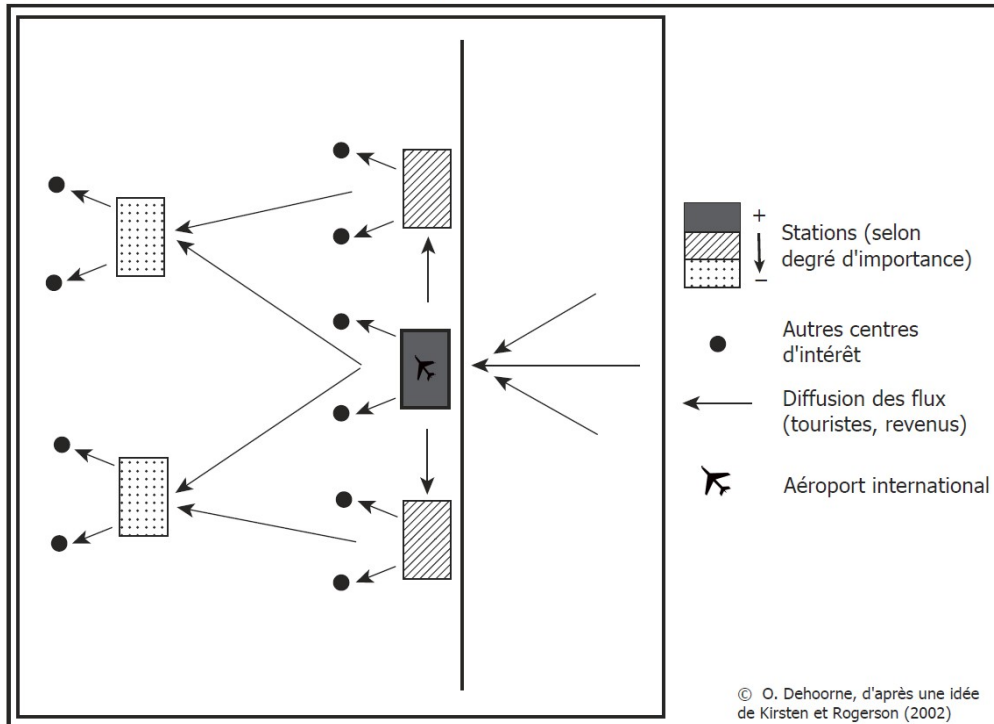
- 6 Sous l'effet des politiques du FMI et de l'assistance de la Banque mondiale (comme dans le cadre du programme « Réduction de la pauvreté [DSRP] »), les pays « les moins avancés » ont opté pour des modèles de développement extraverti, abandonnant leurs politiques de remplacement des importations pour privilégier l'ouverture économique avec la perspective d'une croissance des exportations. C'est dans ce contexte que s'inscrit le choix du tourisme international. Cette activité, source de devises pour les pays récepteurs, contribue à l'instauration d'un climat propice sur le plan macroéconomique et favorise l'action des pouvoirs publics (Vanhove, 1997 ; Augier, 2013a, 2013b). Et, dans les pays pauvres, le faible coût de la main-d'œuvre constitue un indéniable avantage comparatif dans un environnement international très concurrentiel (Ashley et al., 2007 ; Célimène et al., 2013).

### 1.1. Stimuler le marché et les effets multiplicateurs

- 7 L'activité touristique se matérialise par l'arrivée de visiteurs (qui sont autant de consommateurs) et de flux financiers spécifiques dans les pays hôtes (cf. figure 1). La diffusion graduelle des centres d'intérêt à partir de l'emprise touristique majeure – par exemple le long d'une façade littorale ou à l'intérieur des terres, comme sur le modèle de la Riviera maya (Meyer-Arendt, 2009) ou des îles antillaises de la Dominique et de Sainte-Lucie (Augier, 2013 ; Murat, 2013) -, suggère un ruissellement fécond du tourisme au sein du territoire d'accueil.
- 8 Cet argent qui se concentre dans quelques lieux d'accueil privilégiés, stimule l'activité économique, soutient des emplois et alimente de multiples opportunités susceptibles d'intéresser des petits investisseurs. Ces emplois diversifiés, semi-qualifiés ou non qualifiés, sont en relation directe avec le tourisme (l'hôtellerie, la restauration, les taxis ...), indirecte (dans le commerce en général) ou induite (stimulé par la masse monétaire supplémentaire qui circule dans l'économie du territoire d'accueil). Ils soutiennent un marché local nourri par la forte occurrence des « petites dépenses » (Mitchell et al., 2001 ; Ashley, 2006). Au rang des avantages incontestables du tourisme, il faut insister sur les possibilités de création d'entreprises spécifiques, dont les niveaux d'investissements initiaux plus ou moins lourds sont ponctuellement accessibles à des populations locales aux moyens modérés.

**Figure 1 - Le ruissellement du développement touristique (et de ses revenus)**

Figure 1. Le ruissellement du développement touristique



Source : Auteur

- 9 Les ventes de biens et de services, de produits artisanaux procurent des revenus supplémentaires (Timothy et *al.*, 1997 ; Shaw, et *al.*, 1998 ; Croes et *al.*, 2008). Il est alors possible d'imaginer toute une chaîne de « solidarité » au profit des plus précaires qui seraient érigée à partir d'établissements internationaux – moteurs de l'activité touristique du territoire d'accueil – par exemple en privilégiant des approvisionnements locaux dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche (cf. quelques initiatives remarquables affichant des partenariats intéressants sont étudiées dans les travaux d'Ashley).
- 10 Les entreprises touristiques internationales ont besoin de développer des relations positives avec les communautés locales, mais force est de constater que les services de ces dernières sont difficilement en adéquation avec leurs attentes : il est demandé aux pêcheurs et aux agriculteurs des livraisons régulières, constantes en quantité et en qualité, indépendamment du rythme des saisons et des aléas climatiques... Dans les faits, le recours à une logistique internationale est inéluctable pour satisfaire les besoins des grandes infrastructures internationales.

## 1.2. Le tourisme pour soutenir la croissance et lutter contre la pauvreté

- 11 Les stratégies pro-pauvres visent à générer en premier lieu des avantages économiques directs, puis à soutenir les moyens de subsistance et enfin à favoriser l'implication des populations démunies dans les processus touristiques. L'augmentation de la masse des revenus fournie par le tourisme doit contribuer à l'élévation du niveau de prospérité économique globale, notamment en supportant des investissements plus conséquents en matière de santé et d'éducation. Les revenus du tourisme peuvent faire l'objet de taxation et d'impôts spécifiques destinés aux catégories sociales démunies ; sans oublier les éventuels dons et actions de charité qui relèveraient d'un tourisme solidaire. Il est même envisageable de soutenir des projets de microcrédit stimulant le secteur informel et établissant des liens avec le secteur formel. Cependant, la stabilité macroéconomique est indispensable pour poser les bases d'une croissance pro-pauvres. Il faut notamment éviter la dégradation des conditions de vie des pauvres sous l'effet de l'inflation ou des crises économiques et sociales (Banque mondiale, 2005).

- 12 Le développement du secteur touristique peut permettre, entre autres, de soutenir de nouveaux programmes d'aménagement du territoire (avec l'accès à des nouvelles infrastructures, l'atténuation d'impacts environnementaux...). De même, les revenus du tourisme peuvent procurer les recettes publiques potentiellement mobilisables pour le financement de services sociaux de base (dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement).
- 13 Les incidences de la croissance sur la pauvreté s'avèrent extrêmement variables, car il faut tenir compte des degrés d'inégalité dans les sociétés d'accueil (en matière de revenus et de patrimoine) et des processus de redistribution des bénéfices. Bien souvent, les pauvres demeurent en marge du processus de croissance et ce scénario pénalise les plus vulnérables comme l'observe Potter dans les îles caribéennes<sup>1</sup>.
- 14 Lorsque ces conditions de l'ouverture au tourisme international sont réunies, les populations et les territoires d'accueil s'en remettent au marché, aux sociétés transnationales et autres joueurs globaux pour évoluer dans le meilleur des mondes possibles.

## 2. Les dommages collatéraux du tourisme

- 15 Par dommages collatéraux du tourisme (figure 2), il convient de souligner la somme des effets négatifs, directs et plus insidieux, qu'engendre le tourisme dans les territoires d'accueil en général et plus particulièrement dans les pays pauvres (Wall, 1997).

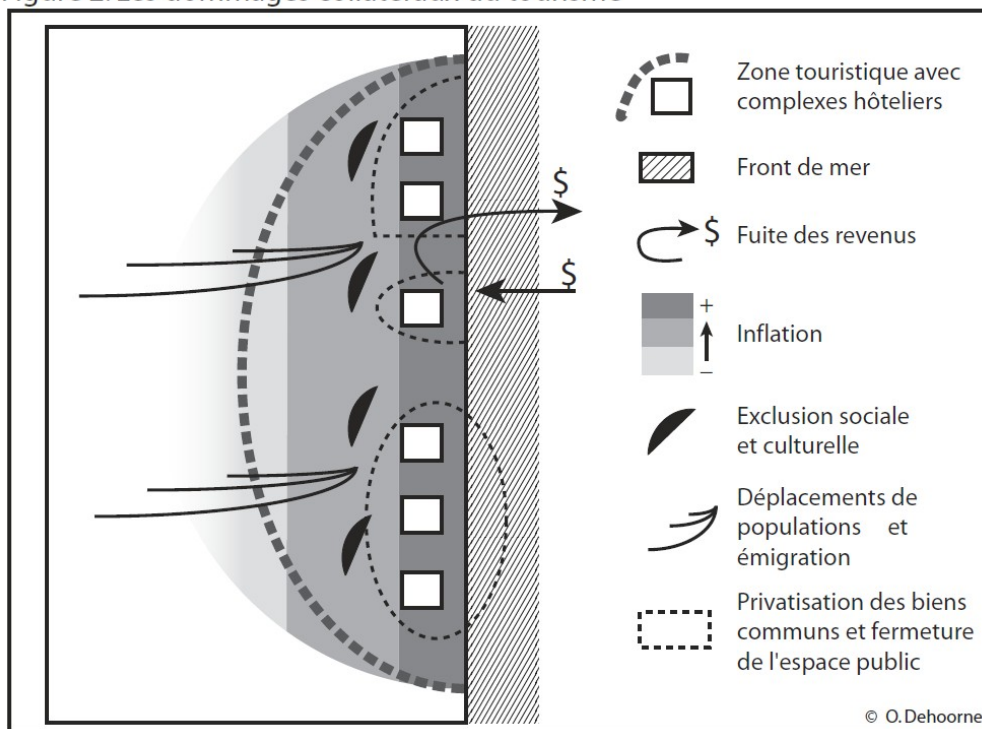
### 2.1. Complexité des impacts, fuites et effets indésirables

- 16 Un premier ensemble de mécanismes mérite d'être identifié à l'échelle locale. Tout d'abord, il y a la valeur du foncier reconsidérée du fait des enjeux touristiques. Entre survalorisation et spéculation, les transactions foncières et immobilières, au profit de quelques-uns, déstabilisent l'organisation spatiale du lieu et conduisent notamment à l'exclusion des usages considérés moins rentables comme les activités liées à la pêche, au maraîchage et à l'agriculture en général. Outre, les revalorisations foncières et immobilières excluantes, il en résulte donc une dévalorisation des productions primaires qui se répercute directement sur le quotidien des communautés locales.
- 17 Parallèlement à la surenchère immobilière et à la dépréciation de l'économie traditionnelle, l'augmentation de la demande sous l'effet de la consommation touristique renchérit les produits de consommation courante dont l'approvisionnement repose sur des importations accrues. Ce processus entraîne une hausse globale des prix intérieurs qui alimente une spirale inflationniste dans une économie locale où les inégalités s'accroissent entre ceux qui profitent du tourisme et les autres.
- 18 La déstructuration accélérée de l'économie des lieux accroît les difficultés des prestataires touristiques en matière d'approvisionnement. Se pose alors la question de fuites qui résultent de l'achat d'équipements, de matériaux de construction et de biens divers à l'extérieur des territoires hôtes ; autant d'importations qui concurrencent des productions locales peu et/ou mal organisées. Cette faiblesse des moyens de production justifie les stratégies de rentabilité de ces firmes touristiques qui privilégient leurs relais logistiques régionaux au détriment des producteurs locaux. Ces entreprises n'ont aucune vocation altruiste ; la croissance, l'enrichissement, ou tout simplement le bien-être des populations du territoire hôte ne relèvent pas de leur problématique. Seules compte la fonctionnalité du lieu et sa rentabilité.
- 19 Des mécanismes d'exclusion sur fond de désorganisation accélérée de la communauté se précisent à travers l'ouverture touristique, la monétarisation des économies avec la dollarisation des marchés locaux et la marginalisation des individus qui ne sont pas en capacité de s'intégrer dans cette logique du marché. Finalement, l'essor de cette économie marchande, internationalisée, alimente une économie informelle, parallèle ou souterraine, essentielle pour survivre dans ce contexte d'exclusion sociale. Cette évolution conduit à la détérioration de la production de subsistance, des fondements de la vie locale, des liens et du tissu social avec un impact plus ou moins lourd sur les familles et les liens sociaux.
- 20 Sur le plan territorial, les aménagements touristiques – entre renchérissement du coût de la vie et inflation – favorisent une fragmentation avec des processus d'enclavement conduisant à l'édification d'îlots internationalisés (Cazes, 1983) où « l'opulence privée côtoie la misère

publique » (Galbraith, 1964). L'enclavement de ces lieux internationalisés, avec pour corolaire la fermeture d'espaces publics et la privatisation des ressources convoitées, se précise sur les « bords de mer » où la pauvreté s'accumule dans l'ombre de la richesse (cf. figure 2).

### Figure 2 - Des dommages collatéraux du tourisme

Figure 2. Les dommages collatéraux du tourisme



Source : Auteur

## 2.2. Le tourisme, un cheval de Troie du libéralisme ?

- 21 Ici se posent les limites du tourisme « tout-compris » où l'offre façonnée par les tour-opérateurs transnationaux « homogénéise la demande » avec une « standardisation des valeurs et des cultures » (Bhalla, 1998 : 5) et dont les perspectives de « ruissellement » sont limitées pour les territoires d'accueil.
- 22 Dans les faits, l'activité entrepreneuriale relève d'élites locales qui ont un accès privilégié au marché ; sans capital initial, ni réseau, il est vain d'imaginer promouvoir ces initiatives chez les populations défavorisées. En dépit des déclarations d'intention (OMT, 2004), les emplois réservés aux pauvres dans les entreprises touristiques ne peuvent être que les emplois les moins rémunérés pour lesquels les pauvres constituent une main-d'œuvre disponible et interchangeable. Toujours dans le même registre, la fourniture de biens et de services par des pauvres aux entreprises touristiques relève d'une gageure analogue. Imaginons tout simplement les conditions sanitaires auxquelles doit répondre un « pauvre » qui voudrait vendre du jus de noix de coco aux touristes, à partir de fruits obtenus gratuitement au gré de ses cueillettes dans des espaces publics... entre le nettoyage des outils, l'hygiène et le suivi médical des producteurs-vendeurs...
- 23 L'amélioration de certains indicateurs ne doit pas masquer de formes nouvelles de marginalisation et d'exclusion qui se traduisent par « des déguerpissements forcés, ou des migrations plus ou moins volontaires qui permettent d'externaliser les coûts de la mutation non souhaitée et de la désintégration non prévue » (Peemans, 2002 : 233). Croissance et qualité de vie ne s'additionnent pas naturellement, il faut prendre en compte les externalités négatives de la croissance et s'interroger sur l'exclusion irréversible d'autres possibles, car « il ne peut pas y avoir de développement à long terme sans une volonté de développement organisé en un projet de civilisation cohérent » (Sachs et al., 1996 : 414).
- 24 D'où la perception du tourisme comme une forme d'exploitation qui s'inscrit dans le prolongement du néocolonialisme (Britton, 1982 ; Brohman, 1996), inexorablement portée

par la mondialisation économique où « les partisans du néolibéralisme préconisent les laissez-faire » (Streeten, 1998 : 28). Le dogme du libre-échange, fondé sur la doctrine de l'avantage comparatif, incite à toujours se battre « pour obtenir de meilleurs revenus de la division internationale du travail » (Streeten, 1998 : 55) dans un contexte de concurrence exacerbée entre les pays producteurs de services touristiques. L'interdépendance internationale engendre un processus de désintégration et une fragmentation dans certaines régions du monde (Streeten, 1998)<sup>2</sup> qui contribuent à marginaliser des territoires et d'importants groupes humains.

25 « La croissance économique est une condition essentielle au refus de la pauvreté monétaire, et elle en est souvent le principal vecteur », mais « lorsque les inégalités des revenus sont élevées et se creusent, la croissance a moins d'impact sur le recul de la pauvreté à taux égal, et la stabilité politique et la cohésion sociale indispensables à la croissance durable en pâtissent » (OCDE, 2006 : 11). Faut-il laisser le processus de développement suivre son cours et considérer que l'aggravation des inégalités sera temporaire ? Les populations laissées pour compte attendent toujours les effets « du lent ruissellement des revenus » qui posent l'incontournable question de la redistribution des biens.

26 Le tourisme apparaît alors comme le cheval de Troie du libéralisme, un agent privilégié de pénétration dans les pays les plus pauvres qui renforce les déséquilibres socio-économiques et territoriaux particulièrement prononcés dans les petites économies insulaires dépendantes de ce seul secteur et dépourvues des capitaux (Oppermann, 1993 ; Scheyvens et *al.*, 2008).

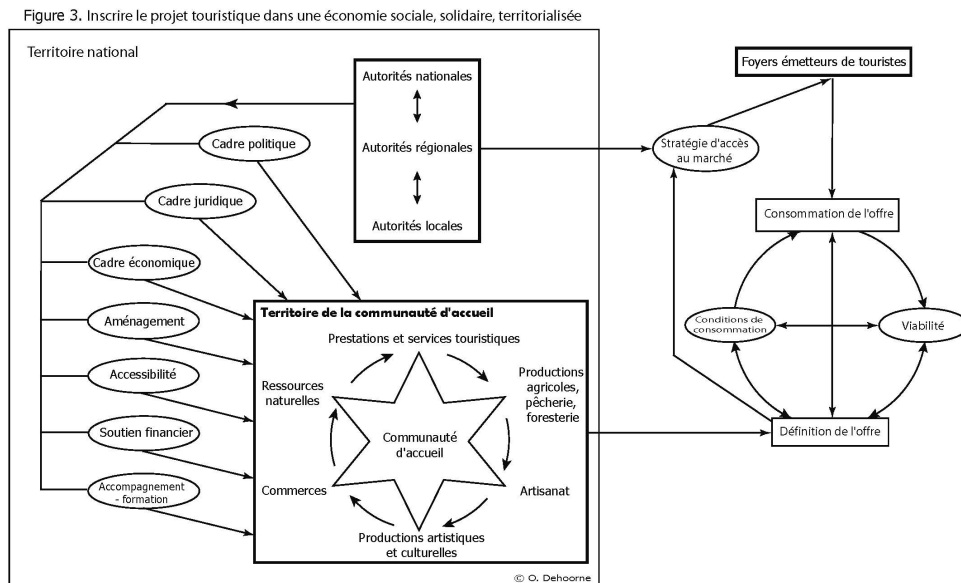
### 3. Du bon usage du tourisme

27 La lutte contre la pauvreté nécessite de réguler l'activité touristique à travers la définition de politiques publiques courageuses et l'adoption d'outils redistributifs efficaces pour sortir les pauvres de la trappe à la pauvreté. « Il s'agit d'échapper à une dépendance exclusive des entreprises touristiques transnationales, qui imposent à la fois leurs clientèles et leurs « produits », leurs technologies et leurs cadres, leurs modèles d'aménagement » (Cazes, 1983).

#### 3.1. Une démarche volontaire

28 Le projet touristique doit s'inscrire dans une logique de développement respectueux des environnements d'accueil qui place les populations au cœur de la stratégie en leur garantissant l'accès aux ressources et, au besoin, en définissant de nouvelles modalités de gestion des ressources (Von Braum et *al.*, 2009). Ce projet doit stimuler les liens sociaux et intégrer les acteurs oubliés, marginalisés, c'est-à-dire ceux d'en bas. La conduite d'une telle politique contribue à légitimer le pouvoir local et participe à la (re)construction du politique dans des territoires peu développés où les plus défavorisés ont toujours été exclus des choix et des processus de développement.

29 Le renforcement du pouvoir local s'effectue en liaison avec les institutions nationales (figure 3), car c'est à ce niveau que se décide l'aménagement du territoire avec la création de zones prioritaires pour le tourisme et les politiques d'exonération et/ou d'incitation fiscale au profit des communautés locales (Harrison, 2001)<sup>3</sup>. Le tourisme s'épanouit dans des sociétés ouvertes aux échanges internationaux, mais il nécessite des arbitrages pour clarifier les conditions de développement et renforcer les capacités institutionnelles face au risque de perte d'autonomie. Le rôle du gouvernement est essentiel pour promouvoir un modèle de tourisme soutenable, assurer l'accessibilité des lieux, rechercher les marchés adéquats et stimuler l'intérêt des investisseurs (Mowforth et *al.*, 2003) (cf. figure 3).

**Figure 3 - L'intégration du projet touristique dans une économie sociale territorialisée**

Source : Auteur

- 30 L'OCDE insiste sur le rôle des pouvoirs publics pour créer des conditions propices en « facilitant l'accès à la terre, au travail et aux marchés de capitaux et en investissant dans les services sociaux de base, et la protection sociale et les infrastructures » (2006 : 44). Comme le soulignent Siddique et Ghosh (2003), le gouvernement est un acteur central tant pour développer des stratégies qui profitent directement aux plus pauvres que pour garantir les conditions de ce développement. Force est de reconnaître que bien des expériences ont rapidement échoué en raison d'abdication des États qui ont failli à leur responsabilité (Potter, 1993). À l'inverse, d'autres expériences peuvent constituer des cas d'école remarquables à l'image du projet touristique de l'île de la Dominique (Dehoorne et *al.*, 2010), tout en insistant sur le fait que chaque expérience s'inscrit dans un contexte spécifique et doit être analysée sa dimension temporelle.

### 3.2 Intégrer le tourisme dans un projet territorial

- 31 Le projet touristique s'intègre dans le tissu économique du territoire considéré. L'économie sociale se construit sur des ressources locales mobilisées pour satisfaire des besoins locaux, « à travers l'organisation des populations locales » (Peemans, 2002 : 489). Il faut maintenir et favoriser la diversification de l'économie locale pour limiter les différentes formes de fuites qu'engendre le tourisme international et construire un environnement propice pour bénéficier de l'effet multiplicateur de la dépense touristique grâce au renforcement des liens économiques locaux.
- 32 Concrètement, cela signifie l'intégration de productions diversifiées qui relèvent de l'agriculture, de l'artisanat et de la petite industrie rurale pour stimuler les complémentarités et fédérer les acteurs locaux (Milne, 1997). Dans la pratique, l'implication effective des populations des pays en voie de développement dans de tels projets interpelle bien des chercheurs (Dahles et *al.*, 1999 ; Dahles, 2002 ; Momsen, 2003 ; Tosun, 2005, 2006 ; Zimmerman, 2000).
- 33 Ce projet fédérateur associe les prestataires touristiques et les autres producteurs : du gîte chez l'habitant à la restauration locale, de la rencontre avec les producteurs aux randonnées guidées. Artisanat, agriculture, activités de transformation s'inscrivent dans une logique de diversification et de complémentarité de l'économie locale. Ces projets justifient des travaux à haute intensité de main-d'œuvre pour la construction d'infrastructures d'intérêt touristique et au service du développement local – par exemple la construction d'un vaste itinéraire de randonnée qui relie des communautés isolées à travers les montagnes comme à l'île de la Dominique (Dehoorne et *al.*, 2010). Nombre d'expériences touristiques endogènes inscrites



dans des démarches alternatives soutiennent de tels projets de développement sous couvert d'expériences dites d'écotourisme ou de tourisme communautaire.

34 Sur le plan local, ces stratégies sont consolidées par la mise en place de coopératives et l'adoption de formes de financements mutualistes. Dans le cas présent, il ne s'agit pas de microcrédits faisant la promotion d'un individu entrepreneur, individuellement (Peemans, 2002). Cela suppose l'adoption de systèmes de redistribution des revenus touristiques, par exemple à travers des taxes spécifiques et autres écotaxes à l'entrée de lieux naturels. Au sein de ces communautés se consolident des liens de confiance et des formes de réciprocité dans un espace de vie partagé. Il s'agit bien d'incorporer la dimension sociale dans l'acte de production, de satisfaire des besoins locaux et de renforcer l'inclusion sociale (et non l'exclusion). Toutes ces activités économiques comportent une dimension sociale intégrée dans le sens que la communauté entend donner à son propre développement.

35 Pour cela, il est important que le territoire ne soit pas monofonctionnel, dépendant - soumis - d'un unique marché international qui conduit inéluctablement à la désintégration des milieux de vie et à l'atomisation des rapports sociaux. En ce sens, il faut imaginer un projet touristique qui participe à la reconstruction d'un espace public dynamique dans une économie sociale territorialisée.

## Conclusion

« C'est l'histoire d'une dame qui s'approche d'un ivrogne en train de chercher quelque chose à la lumière d'un lampadaire.

- Vous avez perdu quelque chose, Monsieur ?

- Oui, lui répond l'homme, j'ai perdu ma clé.

- Mais vous êtes sûr de l'avoir perdue ici ?

Et l'ivrogne de lui répondre : « je suis sûr de l'avoir perdue là-bas, mais là-bas il n'y a pas de lumière ».

36 Le marché du tourisme (environ 10% du produit brut mondial) est dominé par quelques acteurs globaux (essentiellement basés dans les pays du Nord), comme des groupes hôteliers, des entreprises spécialisées dans le transport aérien, des tour-opérateurs, qui profitent des meilleurs revenus. La croissance soutenue reste la pierre angulaire de la réduction de la pauvreté et de la bonne gestion de l'environnement comme l'illustrent les travaux de Neto (2003), de Gössling (1999) sur les effets positifs du tourisme en matière de la croissance économique et la préservation de l'environnement (rappelant que ce sont les pauvres qui sont à l'origine de la destruction de l'environnement) (Orduna, 2008). Le tourisme peut être entendu comme une étape privilégiée dans un processus de développement mais il ne doit pas asphyxier les autres possibles (Dehoorne et al., 2012).

37 Le tourisme n'est pas la panacée annoncée pour lutter contre la pauvreté. Le tourisme rend la pauvreté plus visible : il offre le spectacle du dénuement au milieu des consommations ostentatoires. Il faut s'interroger sur le bien-fondé des choix opérés au profit du tourisme selon les contextes territoriaux sachant, comme le souligne Sachs, que « le développement nous pousse à voir les autres mondes sous l'éclairage stigmatisant du déficit et nous empêche d'apercevoir la richesse des autres choix possibles » (1998 : 25).

38 La richesse matérielle n'est pas présentée comme un moyen pour atteindre d'autres objectifs, mais comme une fin en soi, comme « l'unique protection dans un contexte où toutes les autres formes de richesses ont été vidées de leur sens » (Rahnema 2003 : 13). L'argent s'impose comme richesse relationnelle face à la perte des liens sociaux. La nouvelle économie de marché de plus en plus « désenchâssée » du plan social provoque une rupture historique profonde ; « son objectif majeur est de transformer la rareté en abondance » et elle devient « la principale productrice de besoins engendrant de nouvelles formes de rareté et, par conséquent, modernisant la misère » (Rahnema, 2003 : 18). En ce sens, les campagnes d'éradication de la pauvreté apparaissent comme « un leurre destiné à déraciner les derniers survivants des économies vernaculaires » (Rahnema et al., 2008 : 29). La pauvreté moderne est créée par « l'économicisation des sociétés », c'est-à-dire leur subordination croissante à l'économie, par

la prolifération des besoins induits ; « des besoins de plus en plus difficile, sinon impossible, à satisfaire, pour la plus grande majorité de la population » (Rahnema, 2003 : 19).

39 La pensée dominante, nourrie par la vision néo-libérale de la modernisation, assure que « le développement repose sur un ensemble de normes centrées sur l'extension des règles du marché et leur non-respect et la cause de la stagnation, de la régression et du sous-développement » à tel point qu'elle n'est « pas seulement un exercice théorique », mais aussi une démarche scientifique et un projet intellectuel (OMT, 2004 ; Ashley et al., 2000, 2001). « Elle débouche immédiatement sur l'action et la mise en œuvre de ces propositions deviennent immédiatement des prescriptions et circonscrivent étroitement les marges de manœuvre des politiques de développement. Cela découle d'une situation historique nouvelle et sans précédente » (Peemans, 2002 : 159).

40 Enfin, soulignons que le raisonnement conduit systématiquement en terme de « pauvreté » (comme dans l'initiative l'OMT « Tourisme Durable – Elimination de la Pauvreté » [ST-EP]) « déqualifie les initiatives populaires », car « définis comme pauvres, les acteurs du bas ne peuvent pas avoir d'autres projets que de sortir de la pauvreté, dans des termes définis par des « experts » qui ont décrétés les critères permettant d'évaluer leur « infra-existence ». (...) plus que jamais les « pauvres » sont vus comme devant être libérés de leur « culture de dépendance » notamment à l'égard de l'État, et, à travers la promotion d'une « nouvelle mentalité économique », être transformés en entrepreneur et en consommateur qui doivent être rendus capable de payer les coûts de ce qui leur permettra d'améliorer leur niveau de vie » (Peemans, 2002 : 453). Il convient alors de « poser la question de la guerre d'une certaine « modernité » (basée sur le pouvoir économique dominant lié à des systèmes politiques sans aucune base véritablement démocratique) contre la puissance – dans le sens spinoziste de ce mot – des pauvres » (Rahnema et al., 2008 : 20).

---

### **Bibliographie**

Ashley, C. (2006). *Facilitating pro-poor tourism with the private sector: Lessons learned from PPT pilots in Southern Africa*, PPT report n°2, ODI, IIED and CRT.

Ashley, C. and J. Michell (2007). *Assessing how tourism revenues reach the poor*, Overseas development Institute, Briefing paper 21.

Ashley, C., C. Boyd and H. Goodwin (2000). *Pro-Poor Tourism: Putting poverty at the heart of the tourism agenda*, London, Overseas Development Institute, n°51.

Ashley, C., D. Roe and H. Goodwin (2001). *Pro-poor tourism strategies: Making tourism work for the poor: A review of experience*, Pro-poor Tourism Report 1, International Centre for Responsible Tourism, International Institute for Environment and Development and ODI, London.

Augier, D. (2013a). « Tourisme et pauvreté dans les petites indépendantes en développement : l'exemple de Sainte-Lucie (Petites Antilles) », *Revue Etudes Caribéennes*, URL, <<http://etudescaribeennes.revues.org/6525>>, n° 24-25.

Augier, D. (2013b). « Tourisme pro-pauvre dans les Petites Antilles : éléments de réflexion à partir de l'exemple d'île de Trinidad », *Revue Etudes Caribéennes*, URL, <<http://etudescaribeennes.revues.org/6535>>, n° 24-25.

Banque mondiale (2005). *Beyond the city: the rural contribution to development*, Washington, D.C.

Bauman, Z. (2009). *Vies perdues, La modernité et ses exclus*, Payot.

Bhalla, A.S. (1998). « Introduction », In A.S. Bhalla (dir.), *Mondialisation, croissance et marginalisation*, CRDI : 1-15.

Breton, J.M. (2013). « Droit, tourisme et pauvreté. Les difficultés et les limites de l'appréhension juridique de la pauvreté et de l'instrumentalisation du tourisme », *Revue Etudes Caribéennes*, URL, <<http://etudescaribeennes.revues.org/6509>>, n° 24-25.

Britton, S.G. (1982). "The political economy of tourism in the third world", *Annals of Tourism Research*, 9(3): 331–358.

Brohman, J. (1996). "New directions in tourism for the Third World", *Annals of Tourism Research*, 23(1): 48–70.

Castells, M. (1999). *L'ère de l'information. Fin de millénaire*, Paris, Fayard, vol. 3.

- Cater, E.A. (1993). "Ecotourism in the third world: Problems for sustainable development", *Tourism management*, 14(2): 85-90.
- Cazes, G. (1983). *Le tourisme international en Thaïlande et en Tunisie. Impacts et risques d'un développement mal maîtrisé*, Université de Reims, Travaux de l'Institut de Géographie de Reims, URL, <<http://regards.in2p3.fr/fiche.php?id=31801>>.
- Cazes, G. (1984). *Tourisme enclavé, tourisme intégré : le grand débat de l'aménagement touristique dans le tiers-monde*, Centre des Hautes études touristiques, Aix-en-Provence.
- Célimène, F. et F. Vellas (2013). « Le tourisme mondial, les inégalités internationales et le problème de la pauvreté », *Revue Études caribéennes*, URL, <<http://etudescaribeennes.revues.org/6568>>, n° 24-25
- Croes, R. and M. Vanegas SR. (2008). "Cointegration and causality between tourism and poverty reduction", *Journal of Travel Research*.
- Dahles, H. (2001). *Tourism, Heritage and National Culture in Java. Dilemmas of a Local Community*, Richmond, Curzon Press.
- Dahles, H. and K. Bras (eds.) (1999). *Tourism and Small Entrepreneurs. Development, National Policy, and Entrepreneurial Culture: Indonesian Cases*, New York, Cognizant Communication Corporation.
- De Kadt, E. (1979), *Tourism: Passport to Development?*, New York, Oxford University Press.
- Dehoorne, O. et C. Murat (2010). « Le tourisme communautaire : de la théorie à l'expérimentation. Des enseignements antillais », in J.M. Breton (dir.), *Patrimoine, tourisme, environnement et développement durable*, vol.7, Paris, Karthala : 293-411.
- Dehoorne, O. et J.-M. Furt (2012). « Le tourisme dans les îles : contextualiser le projet territorial », *Revue Études caribéennes*, URL, <<http://etudescaribeennes.revues.org/6363>>, n° 23.
- Dehoorne, O., C. Tatar et S. Theng (2013a). « Lorsque le tourisme s'occupe de la pauvreté », *Revue Etudes Caribéennes*, URL, <<http://etudescaribeennes.revues.org/6476>>, n° 24-25.
- Dehoorne, O., C. Tatar et S. Theng (2013b). « Tourisme et pauvreté : le champ des possibles », *Revue Etudes Caribéennes*, URL, <<http://etudescaribeennes.revues.org/6578>>, n° 24-25.
- Delisle, M.-A. et L. Jolin (2007). *Un autre tourisme est-il possible ? Ethique, acteurs, concepts, contraintes, bonne pratiques, ressources*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Galbraith, J.K. (1964). *L'ère de l'opulence*, Paris, Calmann-Lévy.
- Girard, A. et B. Schéou (2013). « Quelle pauvreté réduire ? Le problème de la réduction utilitariste de la richesse », *Revue Études caribéennes*, URL, <<http://etudescaribeennes.revues.org/6490>>, n° 24-25.
- Gössling, S. (1999). "Ecotourism: a means to safeguard biodiversity and ecosystem", *Ecological Economics*: 303-320.
- Hall, C.M. (ed.) (2007). *Pro-poor Tourism: Who Benefits? Perspectives on Tourism and Poverty Reduction*, Channel View Publications, Current Themes in Tourism.
- Hall, M.C. and A. Lew (1998). *Sustainable tourism: A geographical perspective*, Prentice Hall.
- Harrison, D. (ed.) (2001). *Tourism and the less developed world: issues and case studies*, Wailingford, Hardback Edition.
- Lea, J. (1988). *Tourism and development in the third world*, London, Routledge.
- Magdalou, B. (2013). « Evaluation du bien-être et de la pauvreté en économie : théorie normative et expérimentation », *Revue Etudes Caribéennes*, URL, <http://etudescaribeennes.revues.org/6484>, n° 24-25.
- Meyer-Arendt, K.J. (2009). "The Costa Maya: Evolution of a Touristic Landscape", *Revue Études caribéennes*, URL, <<http://etudescaribeennes.revues.org/3867>>, n° 13-14.
- Milne, S. (1997). Tourism, dependency and South Pacific microstates: beyond the vicious cycle?, In D. G. Lockhart & D. Drakakis-Smith (eds), *Island Tourism: Trends and Prospects*, London, Pinter: 281-301.
- Mitchell, R.E. and P.F.J. Eagles (2001). "An integrative approach to tourism: lessons from the Andes of Peru", *Journal of Sustainable Tourism*, 9(1): 4-28.
- Momsen, J. H. (2003). "Participatory development and indigenous communities in the Mexican Caribbean", In J. Pugh and R. Potter (eds), *Participatory and Communicative Planning in the Caribbean*, Aldershot, Ashgate: 155-172.
- Mowforth, M. and I. Munt (2003). *Tourism and sustainability, Development and new tourism in the third world*, Routledge.

- Murat, C. (2013). « Tourisme et lutte contre la pauvreté : les premiers enseignements de l'expérience dominiquaise », *Revue Etudes Caribéennes*, URL, <<http://etudescaribeennes.revues.org/6530>>, n° 24-25.
- Murphy, P.E. (1994). "Tourism and sustainable development", In W. Thobold (ed.), *Global Tourism: The Next Decade*, Oxford, Butterworth Heinemann: 274-290.
- Neto, F. (2003). *A new approach to sustainable tourism development: moving beyond environmental protection*, United Nations, DESA Discussion paper, n° 29.
- OCDE (2006). *Vers une croissance pro-pauvres : Orientations à l'intention des donneurs*, OCDE.
- OMT (2004). *Programme ST-EP. Le tourisme durable, instrument d'élimination de la pauvreté*, Madrid, OMT.
- Oppermann, M. (1993). "Tourism space in developing countries", *Annals of Tourism Research*, 20(3): 535-556.
- Orduna, J. (2008). *Ecofascismo. Las internacionales ecologistas y las soberanías nacionales*, Buenos Aires, Martínez Roca.
- Peemans, J.P. (2002). *Le développement des peuples face à la modernisation du monde, Essai sur les rapports entre l'évolution des théories du développement et les histoires du « développement réel » dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle*, Louvain-la-Neuve, Paris, l'Harmattan, coll. Population et développement, n° 10.
- Potter, R. (1993). "Basic needs and development in the small island states of the Eastern Caribbean", In D. G.Lockhart, D. Drakakis-Smith and J. Schembri (eds), *Development Process in Small Island States*, London, Routledge.
- Rahnema, M. (2003). *Quand la misère chasse la pauvreté*, Fayard/Actes sud.
- Rahnema, M. et J. Robert (2008). *La puissance des pauvres*, Actes sud.
- Reid, D.G. (2003). *Tourism, globalization and development: Responsible tourism planning*, London, Pluto Press.
- Sachs, I. et G. Esteva (1996). *Les ruines du développement*, Serpent à plumes.
- Scheyvens, R. (2002). *Tourism for development: Empowering communities*, Harlow, Prentice Hall.
- Scheyvens, R. (2007). "Exploring the tourism-poverty nexus", *Current Issues in Tourism*, 10(2-3): 231-254.
- Scheyvens, R. and J.H. Momsen (2008). "Tourism and poverty reduction: issues for small island states", *Tourism geographies*, 10(1): 22-41.
- Schilcher, D. (2007). "Growth versus equity: The continuum of pro-poor tourism and neo-liberal governance", *Current Issues in Tourism*, 10(2-3): 166-193.
- Sen, A. (1987). *On ethics and Economics*, Oxford, Basil Blackwell.
- Sen, A. (1999). *Development as Freedom*, Oxford, Oxford University Press.
- Sen, A. (2000). *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Odile Jacob.
- Shaw, G. and A.M. Williams (1998). "Entrepreneurship, small business culture and tourism development", In D. Ioannides and K. Debbage (eds.), *The economic geography of the tourist industry: a supply side analysis*, London, Routledge: 235-255.
- Siddique, M. and R.N. Ghosh (2003). "Tourism in the Indian Ocean region", In R. N. Ghosh, M. Siddique and R. Gabbay (eds), *Tourism and Economic Development: Case Studies from the Indian Ocean Region*, Aldershot, Ashgate, 8-18.
- Smith, V.L. and W.R. Eadington (eds) (1992). *Tourism alternatives: Potentials and problems in the development of tourism*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.
- Streeten, P. (1998). « Mondialisation : menace ou bienfait ? », In A.S. Bhalla (dir.), *Mondialisation, croissance et marginalisation*, CRDI : 17-60.
- Timothy, D.J. and G. Wall (1997). "Selling to tourists. Indonesian street vendors", *Annals of Tourism research*, 24(4): 322-340.
- Tosun, C. (2005). "Stages in the emergence of a participatory tourism development approach in the developing world", *Geoforum*, 36(3): 333-352.
- Tosun, C. (2006). "Expected nature of community participation in tourism development", *Tourism Management*, 27(3): 493-504.

Vanhove, N (1997). "Mass tourism. Benefits and costs", In S. Wahab and J.J. Pigram (eds), *Tourism, development and growth. The challenge of sustainability*, London and New York, Routledge: 50-77.

Von Braum, J. and R. Meinzen-Dock (2009). *Land Grabbing*, Foreign investors in developing countries: risks and opportunities, IFPRI, Policy Brief: 13.

Wagle, U. (2002). « Repenser la pauvreté : définition et mesure », *Revue nationale des sciences sociales*, 171 : 175-186.

Wahab, S. and J.J. Pigram (1997). *Tourism, Development and Growth: The Challenge of Sustainability*, London, Routledge.

Wall, G. (1997). "Sustainable tourism – unsustainable development", In S; Wahab and J.J. Pigram (eds), *Tourism, development and growth. The challenge of sustainability*, London and New York, Routledge: 33-49.

Weaver, D. (2004). "Mass tourism and Alternative tourism in the Caribbean", In D. Harrison (ed.), *Tourism and the less developed world: issues and case studies*, Waillingford, Hardback Edition: 161-174.

Williams, A.M. and C.M. Hall (2000). "Tourism and migration: new relationships between production and consumption", *Tourism Geographies*, 2 (1): 5-27.

Zimmerman, F.J. (2000). "Barriers to participation of the poor in South Africa's land redistribution", *World Development*, 28(8): 1439-1460.

### Notes

1 Potter note "what 'externally-oriented, growth-maximising' paths to development have resulted in increasing levels of inequality among local populations in many Eastern Caribbean states" alors que 'the needs of the poor should be met in priority to externally-oriented growth imperatives' (1993: 103).

2 « L'intégration internationale peut donner lieu à la désintégration nationale, qui peut se manifester par une hausse de chômage, de la pauvreté, de l'exclusion ou de la marginalisation » (Streeten, 1998 : 57).

3 Comme souligne Harrison « properly planned and managed, tourism can conserve natural resources and bring widespread benefits to local communities » (2001 : 17).

### Pour citer cet article

Référence électronique

Olivier Dehoorne, « Tourisme et lutte contre la pauvreté : opportunités et défis », *Études caribéennes* [En ligne], 24-25 | Avril-Août 2013, mis en ligne le 24 février 2014, consulté le 19 septembre 2016.  
URL : <http://etudescaribeennes.revues.org/6601> ; DOI : 10.4000/etudescaribeennes.6601

### À propos de l'auteur

**Olivier Dehoorne**

Maître de Conférences, CEREGMIA, Université des Antilles et de la Guyane, dehoorneo@gmail.com

### Droits d'auteur

Les contenus d'*Études caribéennes* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

### Résumés

Concevoir le tourisme comme un outil de lutte contre la pauvreté nécessite en premier lieu de s'entendre sur le sens du mot pauvreté et de clarifier les intentions politiques d'un tel projet. La réflexion sur la réduction de la pauvreté grâce au tourisme peut être synthétisée en trois temps : tout d'abord, les effets bénéfiques du ruissellement des revenus touristiques dans les sociétés d'accueil, ensuite les dommages collatéraux qui résultent du tourisme et, finalement,

définir les conditions nécessaires pour intégrer favorablement le projet touristique dans les territoires hôtes.

Au final, il apparaît indispensable de développer une politique volontariste, car le fameux ruissellement de revenus ne va pas naturellement profiter aux plus démunis. Compte tenu des impacts complexes et contradictoires du tourisme international (notamment en matière d'inflation, de fuites des revenus, de déstructuration accélérée des sociétés locales), il faut l'inscrire dans un projet d'un territorial cohérent et soutenu par les communautés locales afin de dégager de réels bénéfices.

## Tourism and Poverty Alleviation: Opportunities and Challenge

Develop tourism as a tool in the fight against poverty requires first to agree on the meaning of the word poverty and to clarify the political intentions of the project. Reflection on the reduction of poverty through the tourism can be synthesized in three steps: first, the beneficial effects of runoff from tourist revenues in host societies, then the collateral damage resulting from tourism and, finally, to define the conditions necessary to integrate positively tourism project in the host territories.

In the end, it is indispensable to develop a proactive policy, because the poorest will not benefit from famous income runoff. Taking into account complex and contradictory impact of international tourism (including inflation, revenue leakage, deconstruction accelerated of local societies), it is necessary to include it in a sustained and coherent territorial project by local communities to identify real benefits.

### *Entrées d'index*

**Mots-clés** : Croissance pro-pauvre, Économie sociale, Libéralisme, Lutte contre la pauvreté, Pauvreté, Projet territorial, Tourisme

**Keywords** : Liberalism, Poverty, poverty alleviation, Pro-poor growth, Social economy, Territorial Project, Tourism